

# Défense européenne

La lettre d'EuroDefense France

BP 44 - 00445 ARMEES - Tel/Fax 01 44 42 42 15

N°11 - Juillet 2003

E-mail : [eurodefense-France@wanadoo.fr](mailto:eurodefense-France@wanadoo.fr)

Directeur de la publication : Emile Blanc. Rédacteur en chef : Pierre Bayle.

## Les EuroDefense réunis à Vienne

Du 10 au 11 mai, les présidents des associations Eurodefense se sont réunis à Vienne à l'invitation d'Erich Hochleitner, Président d'ED Austria, et sous la présidence de l'Amiral Jörk Reschke, président d'ED Deutschland. Une réunion importante en un moment critique pour l'Europe.

### L'appel de Pierre Schwed

En février dernier, j'avais tenu à vous faire part de mon émoi devant les dissensions et les divisions de l'Europe. J'avais également tenu à dire ma conviction plus forte que jamais du rôle d'EuroDéfense. Je vous avais alors proposé de me joindre à vous aujourd'hui si vous partagiez mon point de vue sur la nécessité ou non de déterminer ce que nous pouvons et devons faire ensemble, quoi qu'il arrive. J'ai déduit des réponses et contacts que ma démarche pouvait être utile. Bref, entre un nouveau départ d'EuroDéfense et un enterrement de ce que certains peuvent considérer comme de folles chimères, j'ai le sentiment que la première voie est encore possible. Mais rien n'est décidé. Cela dépend de vous.

Mon propos sera franc, direct et relativement court. Il s'articulera autour de deux idées simples. Ou bien les difficultés pour construire la défense européenne sont si grandes qu'il vaut mieux se résoudre à une mise en sommeil d'EuroDéfense, voire à se dissoudre, plutôt que gaspiller en pure perte notre énergie. Ou bien ces difficultés peuvent et doivent, en raison des enjeux, être surmontées. Dans ce cas, une meilleure compréhension entre Européens est le premier impératif. Elle ne peut résulter que d'un travail de concertation et, si nécessaire, de confrontation efficace à tous niveaux. C'est dire qu'alors EuroDéfense aurait toujours un rôle.

(suite page 2)

## Libres propos

### Le Précurseur

**Voici une tribune libre de notre camarade Jean-Jules van Rooyen, Vice-président EuroDéfense Pays-Bas. Son point de vue est personnel, il en suscitera d'autres. Cette rubrique est la vôtre !**

Face à l'Amérique, les idées sur l'Europe divergent profondément et le rôle des Etats Unis en est largement responsable. L'Europe n'arrivera pas à se définir si les états nations européens restent divisés sur le front commun à adopter sur les relations Atlantiques et celles-ci ne sauraient jamais être une question d'assujettissement unilatéral. Les enjeux économiques et politiques sont trop considérables. Ce serait aussi méconnaître l'histoire européenne et ce ne serait pas durable puisque les nations européennes ne font pas partie du continent américain et qu'elles ne partagent pas ses valeurs. D'un côté, un moule d'histoire de 2003 ans imprégné de Christianisme et des idées humanistes, profondément démocratique et où l'homme est au centre de toute réflexion et de l'autre côté un Etat, dernière pousse des Lumières, sans séparation des pouvoirs (les trias politica de Montesquieu) et une représentation démocratique largement dominée par deux partis politiques (dans les mains d'une seule élite), non représentatifs de (toute) la population.

(suite page 4)

### En mouvement !

Notre dernier bulletin s'interrogeait sur l'efficacité de notre réseau d'associations EuroDefense, face à la dispersion, pour parler poliment, de la volonté des gouvernements européens. Mais nos efforts ne sont pas vains, puisqu'ils sont reconnus et que l'existence même d'un tel réseau est le meilleur outil pour créer et renforcer un dialogue informel, là où ne le peuvent pas les relations officielles. Ainsi, le président Giscard d'Estaing a-t-il rendu hommage à nos travaux (voir page 3) et à notre contribution aux travaux de la Convention (voir page 7). Preuve que notre dialogue est vraiment libre, notre rubrique « Libres propos », brillamment ouverte par le général Fennebresque, donne cette fois-ci la parole – très libre et provocante – de notre ami Jean-Jules Van Rooyen, vice-président d'EuroDefense Pays-Bas. Plutôt qu'un consensus mou, nous préférons une discussion entre points de vue tranchés, voire opposés, car l'Europe n'est riche que de sa diversité, pas d'une uniformité non conforme à sa culture.

Je prends le pari que ce genre d'article en suscitera d'autres en réponse, pour le plus grand profit de tous nos débats. Enfin, si le travail que nous menons au niveau des dix Présidents reste encore prudent – consensus oblige – il faut se féliciter que les groupes spécialisés mènent un remarquable travail transversal, associant ceux qui y sont intéressés : continuons, c'est le bon sens !

Emile Blanc

## L'appel de Pierre Schwed (suite)

Nous sommes tous suffisamment avertis des questions de défense, nichées au cœur des "souverainetés nationales", pour ne pas être étonnés des obstacles qui se dressent devant nous. Aujourd'hui, la situation est préoccupante. La volonté de l'Europe est chancelante, nos forces armées insuffisantes et nos dissensions criantes. En privilégiant l'économie - c'est vrai au niveau de l'Union comme à celui de la plupart de nos pays - nous avons négligé grandement les autres exigences et contraintes de toute vie communautaire. Par là nous avons fait le lit d'un certain pacifisme démobilisateur et d'un laxisme pernicieux. Les opinions publiques veulent ignorer les efforts à faire pour défendre nos valeurs, notre culture, notre façon de vivre. La défense repose toujours sur les capacités de chacune de nos armées nationales qui disposent de moins en moins des crédits nécessaires. C'est là que réside la contradiction la plus grande des Européens : vouloir exister, mais le vouloir sans faire les efforts nécessaires et exister en attendant tout des autres. L'élaboration et la conduite d'une politique de sécurité et de défense commune soulève deux types de difficultés majeures. Elle impose de définir les valeurs et les intérêts qui nous sont propres. C'est la condition pour disposer d'une politique autonome et parler d'une seule voix. Elle implique ensuite de faire les efforts nécessaires pour se doter d'un instrument militaire approprié. C'est la condition pour être un interlocuteur crédible lorsque des opérations militaires deviennent nécessaires. Mais tout ceci présuppose, bien évidemment, d'avoir une vue claire de nos relations avec les Etats-Unis. En créant EuroDefense, nous avons considéré que le maintien des liens transatlantiques était indispensable. Le traité de l'Alliance atlantique est un signe de solidarité et de responsabilité, non pas d'abandon et de résignation. Les Américains sont nos alliés mais, eux, se dotent des moyens qui leur sont nécessaires. Pas nous, hélas... Leur "hyperpuissance" conduit à évoquer pour l'Europe une certaine "vassalisation". Celle-ci ne pourrait résulter que de notre très grande faiblesse.

Bref, nos pays veulent-ils vraiment définir les valeurs et les intérêts qui leur sont propres ? Sont-ils décidés à unir leurs efforts et à y appliquer leurs immenses capacités économiques et humaines afin de se doter des moyens qui leur manquent aujourd'hui ?

Quant à EuroDéfense, il faut constater que nous n'avons pas été capables de constituer un groupe efficace de pression et n'avons pas réussi vraiment à intéresser les médias. Sommes-nous toujours persuadés de la double exigence, d'une part de définir les objectifs d'une politique européenne de sécurité et de défense, d'autre part de choisir les moyens et de faire les efforts nécessaires pour les atteindre ? Autrement, EuroDefense n'a aucune raison d'être. En tant qu'associations, nous ne sommes pas les représentants de nos gouvernements : nous visons à promouvoir une position commune à l'ensemble des pays de l'UE. Notre cohésion autour des objectifs que nous nous sommes fixés est indispensable. Elle implique d'avoir une ligne commune, claire, comprise et admise par tous. Elle est la condition pour promouvoir la construction d'une défense et d'une sécurité européennes. Sinon que sonne le glas annonçant la fin d'EuroDefense !

Ce serait d'autant plus regrettable que, sans tomber dans le travers d'une satisfaction béate, les progrès en matière de construction de la défense européenne sont bien tangibles et ceux d'EuroDéfense ne sont pas négligeables.

Des réalisations considérables ont marqué les deux dernières années :

- au niveau institutionnel, ont été mis sur pied des organismes tout à fait essentiels pour l'avenir : comité politique et de sécurité, comité militaire et Etat-major de l'UE. De plus, ont été définis et approuvés les rapports de l'UE avec l'OTAN.
- Sur le plan opérationnel, la mise en œuvre du mécanisme de développement des capacités a abouti à la déclaration d'opérationnalité de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD) et d'une façon plus concrète encore, depuis 5 semaines, à la responsabilité des opérations en Macédoine (mission Concordia). Dans le même esprit, il faut souligner le fort engagement de tous les pays à inclure dans les missions de la PESD, la lutte contre le terrorisme. Comment ne pas se réjouir de la réaction rapide et unanime face à la menace la plus dangereuse ? Je tiens aussi à relever, dans le domaine de la sécurité intérieure - mais peut-on faire une distinction entre sécurité intérieure et extérieure - l'amélioration substantielle de la coopération policière et judiciaire.
- Enfin, alors que les industriels poursuivent la mise en place d'un outil plus compétitif, les travaux sur la création d'une agence européenne d'armement et de recherche stratégique sont menés à bon train et devraient aboutir à court terme.

Encore faut-il insister sur le fait que cette énumération certainement incomplète ne fait référence qu'aux travaux au sein de l'Union. Il faudrait aussi rappeler les décisions bi ou multilatérales, je pense en particulier à celles de Paris et du Touquet dans le prolongement de Saint Malo.

Dans le même temps, pour être complet, nous pouvons être satisfaits de l'extension d'EuroDefense. Dans onze pays, bientôt quinze, des associations existent et visent à se développer. Nous sommes heureux d'accueillir cette année un nouveau partenaire : EuroDéfense-Grèce.

Nous pouvons nous réjouir aussi du renforcement des liens entre nous. L'an dernier une charte fut agréée par toutes les associations et une méthode de travail fut décidée. Ces documents donnent une unité à EuroDefense. Nos objectifs sont bien définis, un embryon d'organisation est en place, des travaux sont réalisés en concertation entre toutes les associations et présentés au niveau européen.

En conclusion, il faut se poser objectivement la question : malgré les divisions actuelles de l'Europe, avons-nous un rôle à tenir ? Si oui, voulons-nous poursuivre notre action tout en sachant que les difficultés les plus grandes sont peut-être devant nous ? Si la réponse est toujours positive, alors nous devrions pouvoir nous mettre d'accord sur ce que j'appelle le périmètre d'un véritable et profond consensus à la fois sur les objectifs que nous visons et sur les moyens d'y parvenir. Il est grand temps de nous mettre au travail sur des projets concrets. ■

## Baden : les conclusions

Les Présidents de dix associations "EuroDefense" dont la Grèce officiellement admise comme nouveau membre, ont tenu, du 9 au 10 mai à Baden (Autriche), leur première des deux réunions annuelles. Le Président d'Honneur d' EuroDefense, Pierre Schwed, dans son allocution d'ouverture, a fait part de son analyse de la situation politique actuelle en Europe et a appelé les associations EuroDefense à de nouvelles réalisations dans le domaine de la PESD. Les Présidents des EuroDefense ont décidé de poursuivre leurs actions selon les principes suivants :

- Les récentes difficultés révélées par la crise irakienne soulignent la nécessité, pour les associations EuroDefense, de continuer leur travail et leurs actions pour le développement au sein de l'Union Européenne, d'une PESD efficace et crédible. Il est plus que jamais nécessaire d'accroître les efforts pour améliorer les capacités militaires de l'Europe et tirer le meilleur parti des procédures de décision qui ont été arrêtées pour permettre à l'Union Européenne de devenir un acteur international de premier rang et un partenaire des Etats-Unis plus fort.

- Depuis le Sommet de Saint-Malo et le Conseil Européen de Cologne, des efforts importants ont été entrepris pour développer et réaliser "l'objectif global d'Helsinki" qui doit donner à l'U.E. les capacités militaires nécessaires pour une gestion efficace des crises. Un travail important va aussi être poursuivi pour développer les capacités stratégiques européennes. Dans le traitement des crises non-militaires, l'U.E. a pris la relève des Nations Unies en assurant la mission de police en Bosnie. Dans l'ARYM, l'U.E. a entamé sa première opération militaire, Opération Concordia, visant à assurer la stabilité du pays. L'accord entre l'UE et l'OTAN désormais établi, renforcera le partenariat stratégique entre ces deux organisations et est d'importance majeure pour le développement ultérieur de la PESD.

- Les Présidents des EuroDefense ont accueilli avec un vif intérêt le travail de la Convention sur les questions de défense ainsi que les importants travaux et propositions du Groupe "Défense" présidé par Michel Barnier. Dans son rapport, des propositions importantes ont été formulées pour le développement et le renforcement futurs de la PESD. EuroDefense a déjà soumis à la Convention, un document présentant des propositions pour la défense européenne. Pierre Schwed a reçu une lettre des plus encourageantes du Président Giscard d'Estaing. EuroDefense continuera à apporter une contribution active à la Convention, spécialement dans le cadre de la préparation d'une Constitution.

## La lettre de Valéry Giscard d'Estaing à Pierre Schwed

*Cher ami,*

*Vous avez créé Eurodefense qui a pour but de susciter la prise de conscience par les Européens des valeurs qu'ils partagent et de leurs intérêts communs. Je sais que votre organisation vise à approfondir la réflexion sur le concept de sécurité/défense et que vous avez fait parvenir à la Convention, sur ce sujet, des propositions constructives. Je sais aussi qu'EuroDefense tend à développer et à diffuser un esprit de défense au sein des opinions publiques des quinze pays de l'Union Européenne.*

*Actuellement, toutes les actions entreprises concourant à ces objectifs sont plus nécessaires que jamais. Elles contribuent directement, par un travail de fond par dessus les frontières, les langues et les traditions quelle que soit l'histoire des peuples, à renforcer les bases de l'Europe de demain.*

*J'encourage vivement toutes celles et ceux qui y participent et vous demande de le leur faire savoir. Je vous apporte mon total soutien.*

*Très cordialement,*

**Valéry Giscard d'Estaing,**  
25 avril 2003.

- Les responsables des "EuroDéfense" ont exprimé leur satisfaction à propos de la coopération transatlantique dans la lutte contre le terrorisme. Un cadre de travail entre les institutions de sécurité et les autorités judiciaires de l'U.E. et des Etats-Unis, a été créé. Les résultats obtenus en ce domaine pourraient stimuler la coopération entre l'U.E. et les Etats-Unis en matière de défense.

- Il est nécessaire pour l'Union Européenne de développer un Concept Stratégique Européen de Sécurité qui permettra, par la même occasion, de souligner les intérêts européens communs de sécurité. EURODEFENSE soutiendra activement de tels efforts au sein de l'U.E.

- EURODEFENSE contribuera par ses efforts à faire comprendre aux citoyens européens les intérêts et risques propres de l'U.E. Si l'Europe souhaite plus d'indépendance en matière de défense, elle doit s'efforcer de consacrer les ressources budgétaires d'une façon plus appropriée et plus cohérente. Ceci contribuerait à faire de l'Union Européenne un partenaire des Etats-Unis plus solide.

**Signé :**

**EuroDefense Austria, EuroDefense France,  
EuroDefense Germany, EuroDefense Greece,  
EuroDefense Italy, EuroDefense Luxemburg,  
EuroDefense Netherlands, EuroDefense Portugal,  
EuroDefense Spain**

## *Libres propos : Le Précurseur... (suite de la page 1)*

Il s'agit d'un pouvoir politique où tout tourne autour du pouvoir d'une élite, de l'argent et du commerce, et dont la faiblesse est un déficit commercial chronique de \$ 40 milliards par mois. L'Europe s'est faite à partir des idées, l'Amérique s'est faite à partir d'une querelle bancaire avec l'Angleterre (1760-1776) : qui a le droit de créer une banque émettrice d'argent ? (actuellement la FED, banque privée !). Depuis, et malgré les efforts de quelques hommes d'Etat comme le président Lincoln, les puissances de l'argent ont largement dominé et caractérisé la société américaine. Face à ces puissances, le Parlement américain ne dispose que d'un droit budgétaire. Le Royaume Uni se distingue de la même façon du continent européen ; il appartient à la même famille Anglo-Saxonne. Il a un pied en Europe, mais pas sa tête, ni son âme. Il ne connaît pas non plus la séparation des pouvoirs et il est aussi principalement un "Etat de deux partis" où la diversité politique et la transparence n'existent pas comme sur le continent. De plus, la liberté d'expression est limitée, suite à une loi sur la sécurité nationale. Conditionnée par quelques grands groupes de presse, l'opinion publique anglo-américaine se caractérise par un conformisme étatique et structurel où les influences culturelles européennes se heurtent à un barrage. L'idée de la grande différence commence doucement à faire son chemin en Europe. Pour la première fois, une forte opinion publique européenne s'est fait entendre. Finalement, presque tout le monde semble devenir plus ou moins Gaulliste !

La deuxième question rentre dans le vif ; comment faire alors entre nous sur le continent, comment construire une Union de Défense et quel est le rôle de la France ? Le chemin est parsemé d'obstacles. C'est vrai qu'accepter un boss franco-allemand, après tant d'années de boss d'Outre Atlantique, est difficile à imaginer et à accepter. C'est vrai aussi que c'est plus facile d'être tous petits devant un grand, que d'être plus petit que son voisin. Mais en politique on choisit le plus souvent le moindre des maux, si c'est possible. Depuis le Mur de Berlin et les événements qui ont suivi et surtout depuis la guerre d'Irak, ce choix n'existe plus. Déjà en 1992, le président Mitterrand a remarqué que la France et l'Europe se trouvent en guerre avec les Etats Unis, "mais les gens ne le savent pas". Dans ces circonstances et surtout depuis l'animosité américaine vis à vis de la France à cause de l'Irak, les autres nations européennes se rendent compte que la France ne se séparera jamais de ses atouts : la bombe atomique, le droit de veto aux Nations-Unies, son rayonnement culturel et universel et son prestige dans le monde entier que le monde Anglo-Américain vient de découvrir. Au contraire, les voisins de la France se rendent compte qu'elle va employer ses atouts pour lier les autres à elle dans le cadre de l'Union Européenne. En politique internationale il n'y a pas de cadeaux, à Bruxelles non plus. La question pour la France est de savoir comment se faire accepter comme chef de file. Je pense que le temps et le domaine culturel seront la clef de voûte et aussi seuls capables de surmonter les divisions. Le monde des idées est plus fort que le monde matérialiste, même soutenu par l'armée la plus forte.

Dans beaucoup de pays européens les élites sont marquées par l'influence américaine et dans certaines pays, les élites ont même récemment la trahison. Il est à prévoir que le fossé d'identité culturelle entre l'Europe et l'Amérique belliqueuse s'agrandira de plus en plus et que l'opinion publique obligera ses élites politiques à suivre. Le plus grand pays, l'Allemagne, l'a déjà fait et dans une large mesure, Allemands et Français suivent le même chemin. La France n'a jamais accepté la domination américaine et l'administration américaine perçoit la France depuis De Gaulle comme le seul adversaire stratégique à abattre. Nous lui savons gré d'avoir tenu bon toutes ces années et surtout ces derniers temps.

Tôt ou tard les partenaires européens découvriront qu'il faut un contre-pouvoir pour arrêter une spirale infernale. Le pouvoir corromp et le pouvoir absolu est une obsession dangereuse. Dans le couple européen, c'est la France qui portera la culotte, mais elle ne peut pas agir durablement sans l'Allemagne. Car la France a des atouts essentiels que l'Allemagne n'aura jamais et elle ne partage certains privilèges sur notre continent qu'avec la Russie. De plus, comme Helmut Schmitt nous le rappelle souvent, la France est le pays cœur de l'Europe et le seul sur le continent à avoir un rayonnement culturel universel, par sa place dans l'art et l'histoire européenne, ses exploits politiques, littéraires, philosophiques, théologiques, spirituels... Pendant presque deux millénaires elle a agi, influencé, façonné et produit autant que les autres nations ensemble. Elle a contribué à former l'âme européenne. Elle n'est pas un pays comme les autres, elle a été baptisée à Reims (496, Clovis) et par ce baptême elle est devenue la fille aînée de l'Eglise. Mais elle a donné naissance aux Lumières et à la Révolution de 1789. Aucun autre Etat en Europe ne connaît une histoire aussi riche et contrastée.

Par ses contrastes historiques, la France ressemble au peuple Juif dans le désert. La France et l'Europe ont été marquées durablement par ces deux mondes d'idées, qui forment le même héritage. Mais la laïcité - héritage de 1792 - exception Française par excellence, a trop longtemps privé le peuple français d'une grande partie de son histoire, sa culture et sa personnalité et a contribué à affaiblir le génie et l'universalisme de la France et sa confiance en elle, face à ses voisins et face à l'Amérique. Si l'Europe a plus besoin de retrouver son âme, pour surmonter ses divisions, que de fabriquer des armes supplémentaires, et si la France a une responsabilité spécifique en Europe, il faut qu'elle retrouve son identité profonde en assumant et en reconnaissant rien moins que toute son histoire. Une condition sine qua non pour le "leadership" naturel entre les nations européennes. Si les nations peuvent s'unir face à l'Amérique matérialiste, dans la recherche du bien de l'homme et du bien commun européen, elles ne doivent pas disparaître mais au contraire retrouver dans les profondeurs de leur histoire les racines communes. Entre la France et l'Allemagne - marquée profondément par la Démocratie Chrétienne, comme les Pays-Bas, la Belgique ou l'Italie - cette asymétrie est une cause importante du clivage politique et néfaste à la France au Parlement Européen. Les deux puissances feront impression en Europe et formeront la colonne vertébrale et le noyau dur, à mesure que la France sera capable de surmonter ses lacunes et sa frilosité, pour que cette asymétrie fasse partie de l'histoire moderne.

Dans la crise des derniers mois la France a pris les devants vis à vis des Américains déstabilisateurs, conquérants et unilatéraux. D'une manière naturelle, tout le peuple Français prend ce rôle à cœur, malgré les risques. Le président Chirac est plus populaire que tous ses prédécesseurs de la 5ème République. Aucun de ses collègues en Europe n'aurait pu se permettre le même exploit. De cette façon, la France s'est fait une place de primus inter pares. Comme aux 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> siècles, où la France est devenue le protecteur des peuples catholiques gallo-romains de l'Europe de l'Ouest contre les tyrans régionaux animistes et Ariaristes avec comme point culminant le couronnement de l'empereur Charlemagne en 800 par le Pape Léon III. Il régnait sur l'Occident. Cette fois-ci et malgré la méconnaissance du danger des élites découplées et parfois en contradiction avec les opinions publiques, c'est l'Amérique matérialiste qui sera le danger pour la stabilité européenne et mondiale. Sur le très long terme et de nos jours, il me semble que l'histoire se répète. ■

**Jean-Jules van Rooyen**  
**Vice-président EuroDéfense Pays-Bas**  
[jjjavanrooyen@worldonline.fr](mailto:jjjavanrooyen@worldonline.fr)

## *Les industriels européens : il est temps d'agir !*

**“Joint Declaration of BAE Systems, EADS and Thales: Time to act!  
Amsterdam, London, Paris, 28 April 2003”**

The 11<sup>th</sup> September (2001) events, followed by the intervention in Afghanistan and recently in Iraq have demonstrated the need for Europe to enhance its defence. The industry is capable and ready to bring its experience to achieve that goal.

Governments and citizens in Europe are more and more aware of the new challenge to ensure, collectively, the Defence and Security of our continent, and to contribute appropriately to the security of the world with the United States and other nations. This ambition requires that our forces dispose of far stronger and consistent capacities, facing the new threats of today and tomorrow, supplied and supported by an efficient and sustainable industry.

In the recent years, European industry has undergone substantial restructuring with the creation of BAE Systems, EADS, and Thales as major defence players with increasingly global perspectives and offerings. The driving force behind the creation of these firms has been the need to consolidate resources, reap large economies of scale and ultimately provide integrated prime contracting capabilities; major steps have been taken, but room still exist for additional restructuring in the land and naval platform supply domains. Yet, matching institutional progress in Europe on defence and security policy has remained slow. Even if six EU countries (France, Germany, the UK, Italy, Spain, and Sweden) have already recognised the logic of harmonising some defence market rules and policies with the Letter of Intent (LoI) and four EU countries have transferred to OCCAR (Organisation Conjointe de Coopération en matière d'Armement) the management of a large number of collaborative programmes, we need to go way beyond this. These achievements do not totally match the objectives set five years ago at the occasion of a Franco-British initiative in Saint-Malo.

Thankfully, positive signs can now be spotted on the horizon. First of all, from recent military and peacekeeping operations, such as Kosovo and Afghanistan, Member States have recognised that Europe is lacking a significant number of key capabilities. Second, the European Capability Action Plan (ECAP) aimed at addressing these inadequacies has now entered its second phase with project groups focusing on enhanced capabilities and centres of excellence in areas such as: CSAR (Combat Search and Rescue), UAVs (Unmanned Aerial Vehicles) / UCAVs (Unmanned Combat Aerial Vehicles), air-to-air refuelling, operational headquarters and protection against nuclear, bacteriological, and chemical threats. Further initiatives could also be considered to improve efficiency and interoperability of Air Combat, naval and land forces, within European Nations and with the US, which are more and more demanding. Common initiatives to strengthen European capabilities in terms of strategic and tactical observation, analysis and data-fusion, which are critical capacities for Governments to manage crisis or war scenarios, is another possibility to keep and enhance the momentum already initiated. In parallel, Member States are pursuing a somewhat similar initiative in the NATO framework, through the so-called Prague Capabilities Commitment (PCC).

In both processes, the nations involved are committing themselves to establishing as common as possible operational requirements with compatible timeframes, and are looking at implementing affordable and innovative ways of procurement, such as through common programmes, pooling, role sharing, leasing or Private Finance Initiative (PFI) solutions.

It is essential to turn these processes into concrete realities. Beefing up these initiatives with corresponding budgets to fill the shortfalls is more than ever needed. For many years, defence investment in Europe has been significantly smaller than in the USA : €40B in Europe compared to \$100B in the USA. Additionally, the European investment is made through different authorities, therefore scattering European efforts; initiatives have been taken to develop multi-country cooperative programmes, generally successfully; but time is coming for more co-ordinated initiatives, aligning defence investment spending in the appropriate proportion (UK and France being the appropriate model) and assuming consistent planning and specifications of future commonly decided capacities. Having in mind the long trend of research and technology effort in Defence and Security, it is imperative to gather and strengthen the European effort in this domain. Recent bilateral declarations by the French, German and British governments and the recommendations of the Convention Defence Working Group are all converging in addressing the need to create a European Armaments and Strategic Research Agency, which would build on existing structures focused on joint R&T, development and acquisition. The creation of such an Agency, led by those nations that really want to make progress here and now, would take on massive strategic importance for the future of the European defence industry, as it would provide the most integrated platform so far for initiating and developing large scale defence and security programmes across Europe on the most cohesive and cost-effective basis: a win-win solution for all parties.

(suite de la p. 5) The emphasis on research is extremely important. The present success of the defence industries has a large extent been founded on investment in research and technology in past years. The long-term health of the European defence industry depends critically on these investments being increased. Moreover, research is all the more important as the defence industry - increasingly a high-technology industry - enters a transformation period where greater emphasis is put on networked capability, using information superiority linked to precision attack systems. It is sobering to recognise the sheer extent or the transatlantic budgetary gap in this respect whereby overall defence R&T funding in the US exceeds that in Europe by a multiple of 8, while in the field of space military research, we are faced with a shortfall to the US by a factor of 15. Capacities of European Nations to conduct joint operations with the United States are therefore at stake. We need to address more quickly the resource and capability gap existing between both sides of the Atlantic in order to be seen as a credible player on the international stage and a reliable partner of the United States. At time of procurement, the protection of the European defence technological and industrial base should be as explicit a selection criteria as it is the case in the US with their own industry.

Backed up by consistent budgets, substantive European programmes, strong political vision and firm commitments, Europe can preserve a guaranteed security of supply for defence goods and services. This is the only way to ensure the autonomous security and defence policy that Europe requires and deserves considering its political and economical weight. This will also pave the way for a sound transatlantic dialogue between partners on a level playing field. Our Companies have numerous experiences of partnerships with their US counterparts; we are not afraid by any differentiation in terms of technical or industrial skills, but we need the determined support of our European governments to anticipate and fund the development of future capacities, for the sake of harmonious, cooperative transatlantic relations in Defence and Security.

Ultimately, the inherent capability of European technology and know-how is not in question, nor are the Continent's industrial structures. What has been lacking until now is the commitment to come up with results. Quite simply, now is the time to act enhancing our budgetary efforts, harmonising our requirements and integrating our operational forces.

Amsterdam, London, Paris, 28. April 2003

- Mike Turner, BAE Systems
- Rainer Hertrich, EADS
- Philippe Camus, EADS
- Denis Ranque, Thales

## PHILIPPE CAMUS : LA COOPERATION FRANCO BRITANNIQUE EST EXCELLENTE

« La coopération franco-britannique, et la façon dont les Britanniques au niveau de tous les jours traitent des problèmes de l'industrie, est tout-à-fait remarquable », a déclaré Philippe Camus le 28 mars, lors d'un petit-déjeuner débat organisé au cercle de la Mer par EuroDefense France, et auquel il avait été invité en tant que CEO d'EADS, président du GIFAS et président du CIDEF.

« Je m'inscris totalement en faux contre l'idée selon laquelle les Britanniques ne jouent pas le jeu européen. Franchement, pour ce que je connais de la défense et des relations que je peux avoir avec l'administration britannique, je peux vous assurer qu'ils Européens en matière d'armement. »

« Quand on regarde les choix qu'ils ont fait en matière industrielle, ce sont des choix qui jusqu'à maintenant sont très européens », a-t-il ajouté, en citant notamment le porte-avions, le système de combat du fantassin (FIST), le Storm Shadow, le Meteor et bientôt Skynet V. Il a cité comme exceptions « les satellites d'observation militaire, pour lesquels ils dépendent totalement des Etats-Unis, les sous-marins nucléaires, qui sont dans le même cas, et le Joint Strike Fighter, qui correspond en fait à la prolongation du programme Harrier et à leur besoin spécifique d'un avion à décollage vertical/court (V/STOL). »

Au sujet du JSF, Philippe Camus dit que « lorsqu'on discute avec les responsables industriels ou politiques britanniques, ils reconnaissent qu'on leur a donné une part minime dans ce programme », laissant entendre qu'ils avaient été plutôt considérés par les Américains comme des sous-traitants. « Mais pour tout le reste, ils ont choisi Européen. Ce qui n'est pas le cas pour d'autres pays européens. »

Au sujet de la réponse européenne au JSF, il a commencé à dire qu'en se divisant dans les années 1980 sur l'avion de combat européen (avec l'Eurofighter et le Rafale), « on n'a pas brillé en Europe par notre capacité récente », en se divisant dans les années 1980 autour de l'Eurofighter et du Rafale. Résultat, à cause des retards des gouvernements, les deux avions arrivent sur le marché en même temps, alors que s'il n'y en avait eu qu'un, « il aurait sans doute été plus à l'heure, meilleur que les deux qui existent aujourd'hui et il aurait eu plus de chances à l'exportation. »

En revanche, ces deux appareils sont pour lui « au niveau du JSF grâce à leur système d'arme, car ils seront notamment dotés du Storm Shadow/Scalp EG et du Meteor. »

Ce qu'il faut, face au JSF, c'est « se mettre d'accord entre gouvernements et entre industriels, pour lancer la génération suivante, qui sera probablement l'avion sans pilote. Il fait savoir qu'il existe un intérêt certain côté américain pour les avions sans pilote, et en particulier chez les industriels américains qui ne sont pas dans le programme, et qui seraient ravis de faire quelque chose au-delà du JSF. »

Le président d'EADS a souligné à plusieurs reprises la nécessité d'harmoniser la planification des besoins européens en matière d'armements, menant à des programmes concrets menés en coopération, ainsi que l'harmonisation du cadre institutionnel, permettant de faire converger les efforts, dont l'outil principal doit être l'Agence européenne d'armement et de recherche stratégique. Il a enfin insisté sur l'importance du lien transatlantique, car « il ne faut pas aboutir à une Europe construite contre les Etats-Unis : ce serait dangereux à long terme. L'idée forte, c'est qu'une Europe renforcée sera un meilleur partenaire dans un partenariat équilibré, permettant de consolider une alliance transatlantique améliorée. » ■

**Emile Blanc : Oui, nous sommes utiles**  
Intervenant après l'adresse de Pierre Schwed à la conférence de Vienne, Emile Blanc a répondu à la question qu'il avait lui-même posée dans ces colonnes : EuroDefense sert-il à quelque chose ?

« Si nous sommes ici c'est par ce que nous croyons en la vertu de ces rencontres ouvertes et productives entre nous que nous sommes pénétrés du pouvoir du dialogue et de l'échange d'idées qu'une longue pratique à peu à peu transformés en profonde amitié et en extrême confiance, nous pouvons tout nous dire tout entendre sans que ne se creuse un quelconque fossé.

Ma réponse à la question de savoir s'il existe pour nous une raison d'être, une raison de continuer à travailler ensemble est, sans ambages OUI et même deux fois oui :

-**Oui** parce que je pense que ce que nous faisons est utile, utile pour nous-mêmes, utile pour nos opinions publiques, utile pour nos responsables de tous ordres et utile pour nos autorités ; les bonnes idées comme les plantes sauvages rares fleurissent dans les endroits les plus inattendus.

-**Oui** parce que nous nous devons d'être une sorte de défricheur indépendant d'idées nouvelles, une sorte d'avant garde permanente de propositions ; nos responsables politiques sont enfermés dans les contraintes de la gestion quotidienne des affaires des Etats, et ils sont prisonniers des réactions épidermiques de leurs médias et à travers eux de leurs opinions publiques. Nous sommes quant à nous dégagés de telles contraintes et pouvons nous exprimer librement sans qu'aucun calcul ne vienne altérer la force de nos idées ; nous n'avons pas à épouser les divergences de nos gouvernements, s'il y en a, pas plus nous n'avons à calquer nos positions sur les leurs.

Si nous voulons suggérer, inspirer il faut que nous soyons libres de penser, libres de trouver nos points de consensus et de faire nos propositions qui n'auront certes que plus de poids si elles sont unanimement soutenues mais qui n'en demeureront pas moins des idées utiles et même très utiles si elles sont originales et si elles sont à l'origine de nouvelles avancées pour l'Europe. Ainsi nous nous devons d'être toujours plus européen, toujours plus allants que nos concitoyens, en avance sur eux qui ces derniers ont exprimé un besoin d'Europe et ont manifesté un soutien ferme à plus d'unité. Nous devons en tant qu'associations nous engager davantage dans l'action. Appuyons-nous sur ce qui a été fait pour être optimiste pour l'avenir.

L'Europe qui en a vu d'autres, vient de vivre une crise qui n'est pas une crise de fond, une de ces crises qui paraissent importantes mais qui ne porte pas sur l'essentiel de ce qui forge l'Union mais qui est plutôt la conséquence d'un défaut de concertation et de coordination préalables sur une question extérieure à elle-même, et le manque d'une structure où ce type de question lié à sa politique extérieure puisse être étudié et discuté et une réponse commune élaborée. J'ai pour ma part la conviction que ces lacunes trouveront les possibilités de leur effacement dans le nouveau traité. Puisse EuroDefense être un acteur, modeste mais un acteur tout de même, de ce nouvel enrichissement collectif de l'Europe ! »

**Guy Tessier à EuroDefense France**

Le président de la Commission de la Défense de l'Assemblée nationale a animé le 5 juin un petit-déjeuner débat avec les membres d'EuroDefense France sur le thème : « **La défense dans la construction européenne – rôle de la France** ».

Après avoir évoqué le cadre politico-stratégique et la nécessité d'une relance de la construction d'une Europe de la défense, le député de Marseille a souligné le contraste d'une Europe à la fois « puissance économique et nain politique ».

D'où l'importance du projet ECAP visant à faire l'inventaire des capacités en Europe. A ce sujet, il a lancé l'idée que « si nous ne sommes pas capables d'accepter par exemple que l'Allemagne ait un pôle d'excellence dans les sous-marins, la France se spécialisant plutôt sur l'espace et les drones, et si nous voulons tout garder pour nous-mêmes, alors nous n'y arriverons pas ».

Il a par ailleurs annoncé l'organisation, les 8 et 9 septembre prochain à Arcachon, de « Journées parlementaires de la défense » associant parlementaires, industriels, journalistes, ainsi que des parlementaires d'autres pays européens. Guy Tessier a accueilli favorablement la proposition de Claude Dehouck, secrétaire général d'ED France, que le réseau d'EuroDefense apporte son concours à la réussite et au rayonnement de ces journées parlementaires, auxquelles pourraient être associés tous les présidents des associations EuroDefense.

## Les travaux de l'IES

L'Institut d'études de sécurité (IES) de l'Union Européenne, dirigé par Nicole Gnesotto, vient de publier deux contributions importantes pour notre débat :

- Le n°59 des Cahiers de Chaillot, consacré à « **L'Europe de l'armement – les textes fondamentaux de coopération européenne** ». Un document de référence de 200 pages, où Burkard Schmitt a rassemblé tout ce qui, de l'art. 296 (ex 223) à la Lol en passant par la charte de l'OAEQ, le code de conduite ou la convention de l'OCCAR, permet de situer le cadre de la construction de l'Europe de l'armement.
- Le n°44 des « Occasional Paper », sur « **The Galileo satellite system and its security implications** », cosigné par Gustav Lindström et Giovanni Gasparini. Au moment où ce projet européen vient enfin d'être lancé, il est intéressant d'en examiner, entre le GPS américain et le Glonass russe, toutes les potentialités pour l'autonomie de défense de l'Europe.

## Les publications des EuroDefense

- **EuroDefense Portugal** : « **Après l'Euro, une politique de défense pour l'Union Européenne** ». Les actes du colloque internationale EuroDefense des 25-26 septembre 2002 à Lisbonne. 120 pages (moitié portugais, moitié anglais). Les interventions, la synthèse, le communiqué final et les photos de la rencontre : un souvenir et un outil de travail.
- **EuroDefense Italia** : « **Les Etats-Unis et l'Europe face aux nouveaux défis** ». les actes du séminaire du 4 décembre 2001 à Rome. 72 pages en italien, avec les interventions du Gén. V.Camporini, L.V. Ferraris, Gén. L.Poli, E.Terzuolo, A.Albonetti, Gén. U. Capuzzo, P. Garimberti, Gén. Carlo Jean.



## *Sant'Egidio pour une armée européenne*

Lu dans la presse (La Croix du 11 avril 2003) un interview d'Andrea Riccardi, fondateur de la Communauté Sant'Egidio, commentant l'opinion mondiale face à l'affaire irakienne : « ...Il faut avoir le courage d'aller au-delà de la position franco-allemande. Pour faire une politique de paix, il faut avoir une armée, et la faiblesse de l'Europe, c'est de n'en point avoir et de reposer pour sa défense sur les Américains. ...Après les manifestations, ...il faut passer du sentiment à la création non seulement d'une politique mais d'une culture de paix. Cette construction repose sur quatre points capitaux : le discours de la solidarité ; une Europe politique et militaire ; la lutte contre la pauvreté ; et enfin le consensus des opinions publiques. »  
Avec 30.000 membres sur les cinq continents, proche du Pape, Sant'Egidio s'est aventurée avec bonheur dans la diplomatie et la médiation privées, en cherchant à promouvoir la réconciliation dans de nombreux conflits : Mozambique, Liban, Algérie, Albanie, Amérique centrale, etc...  
Une telle position publique de sa part est importante dans la mesure où elle converge avec nos efforts, tout en ne pouvant en aucune façon être soupçonnée de « militarisme » ni de « lobbyisme militaro-industriel ». A ce titre, elle illustre fortement le besoin d'un « esprit européen de défense » !

## *Concours d'idées sur la Défense*

La *Société de Stratégie* organise un **concours** dont le lauréat se verra attribuer le **prix annuel de la Société de Stratégie** ; celui-ci sera décerné par le Conseil scientifique en voie de constitution et remis en principe vers le 10 décembre lors de la parution du numéro 16 de la revue **AGIR** dont le dossier sera consacré aux « *divergences et enjeux mondiaux* ». Le **thème** choisi porte sur la **défense européenne** ; les concurrents devront réfléchir à la question suivante : « *Ni vassale des Etats-Unis, ni rivale de l'OTAN, sur quelles bases l'Europe peut-elle imaginer construire un système de défense et de sécurité original, spécifique et efficace ?* »  
Le concours est ouvert à tous les candidats écrivant en français, sans conditions d'âge ou de diplômes. Pour 2003, le montant du prix est fixé à mille euros.  
Les textes, compris entre 20 et 30000 signes, devront parvenir à la *Société de Stratégie* **avant le 1<sup>er</sup> octobre 2003**. Ils seront soumis à la délibération du Conseil scientifique ou à un comité de lecture qu'il désignera, lequel rendra son verdict pour le 1<sup>er</sup> décembre.  
Les textes seront des **travaux de réflexion et de proposition originaux** ne provenant ni de publications, ni de mémoires ou autres travaux universitaires. Les notes, limitées à l'indication de sources bibliographiques à l'exclusion de commentaires, seront reportées en fin d'article. Le ou les textes distingués par le jury seront publiés par la revue **AGIR** dans un délai maximum d'un an après la délibération.  
Pour de plus amples renseignements, s'adresser à la *Société de Stratégie* : 21 rue Henri Barbusse – 75005 Paris – tel 06 60 83 46 39 ou sur Internet : [suffren@societe-de-strategie.asso.fr](mailto:suffren@societe-de-strategie.asso.fr).

## *Tous nos vœux, Jacques !*

Les amis de Jacques Favin-Lévêque étaient nombreux, le 2 juillet au salon d'honneur des Invalides, pour fêter la fin de sa deuxième carrière au GICAT. Outre le président du GICAT et les industriels, le général Thorette, CEMAT, et de nombreux responsables de la DGA étaient venus rendre hommage à la double carrière de notre camarade d'EuroDefense. Celui-ci, bonne nouvelle, a annoncé un engagement renforcé, puisque plus disponible, pour la cause de l'Europe et de sa défense.

## COMMISSIONS

• La Commission de Politique Générale s'est réunie le 3 avril et le 15 mai sous la présidence de Guy Petibon afin d'étudier le problème de l'Espace en général, et plus particulièrement de l'espace en tant qu'enjeu stratégique majeur. L'Amiral Jean Paul Bergot a bien voulu sur ce sujet capital rejoindre la Commission.  
Si sur le plan national il paraîtrait souhaitable de rassembler les pouvoirs décisionnels en une seule main, on peut également se demander si un regroupement des moyens, au moins de ceux des 5 pays européens actuellement tournés vers l'espace, ne permettrait pas d'atteindre plus vite les objectifs prioritaires.  
Ceci d'autant plus que les Etats ont tendance à développer leurs systèmes propres et que les budgets correspondant sont en diminution.  
Certes Madame Claudie Haigneré, comme d'autres voix européennes, « veut un Centre National d'Etudes Spatiales fort pour une Europe spatiale ambitieuse », mais la puissance déclarative ne sera suivie d'effet qu'avec l'adoption de budgets proportionnels.  
Si l'on veut éviter l'écart irréversible que les Américains cherchent à créer sur le plan technologique entre les Européens et eux, il est urgent de se mobiliser.  
Malgré la crise aérospatiale, la Défense Européenne exige dans ce domaine à la fois de conserver l'autonomie européenne des lanceurs et de développer les 5 activités spatiales stratégiques : les satellites d'observation de communication, de navigation et de positionnement d'écoute électronique et d'alerte avancée.  
Le projet Galileo par exemple souligne la nécessité pour l'Union Européenne de jouer un rôle accéléré dans le secteur spatial, afin d'éviter qu'un développement trop tardif ne l'amène sur un marché déjà saturé par les Américains.  
Il apparaît que l'Indépendance stratégique de l'Europe est tributaire de son autonomie spatiale et ne permet plus de se contenter de la seule coopération transatlantique comme l'ont souhaité l'Espagne et la Grande Bretagne. Une fois encore, la volonté politique est la clé de la réussite de l'Europe spatiale face à la suprématie américaine.  
La Commission de Politique Générale se réunit une dernière fois le 26 juin et les conclusions de cette étude seront adressées aux autres Associations EuroDéfense afin de constituer un groupe de travail européen chargé de présenter une synthèse lors du colloque de Bonn en septembre.  
Les ministres de la Défense de l'Union européenne ont adopté le lundi 19 mai 2003 une déclaration sur les capacités militaires de l'UE et ont en particulier annoncé la mise en place de dix groupes de projets chargés de combler les lacunes de l'UE en la matière, la France étant appelée à diriger deux projets : les « drones » et les « capacités militaires spatiales ». Dans la foulée le projet Galileo a été débloqué.  
EuroDéfense France a eu conscience de remplir son rôle d'« éclaireur » sur ce sujet et poursuivra son action dans cet esprit.